

*h. Jaenen*

CONFIDENTIEL  
RESERVE EXCLUSIVEMENT AUX AUTORITES BELGES

Le 10 juin 1991  
N° VI/355  
Page 1 de 4

PERSONNEL

POUR : Ministère des Affaires étrangères  
à l'attention de  
Monsieur BUYSSÉ

COMPLEMENT D'INFORMATION

OBJET : RWANDA : possibilités de nouvelle  
attaque des rebelles

1. INFORMATIONS

- a. Nous avons reçu de la Sûreté de l'Etat les informations suivantes, datant du 31 Mai 91, concernant des rumeurs qui circulent au sein de la communauté rwandaise de BELGIQUE.
- (1) Le plan d'action de départ du RPF (Rwandese Patriotic Front) comportait trois phases :
    - (a) Contact et pénétration
    - (b) Consolidation des zones occupées et harcèlement des forces loyalistes
    - (c) Assaut final.
  - (2) La dernière phase (assaut final) serait IMMINENTE.
  - (3) Mr BARAHINYURA (un HUTU), considéré comme le "numéro trois" du RPF, a annoncé qu'il quittait le RPF "parcequ'il considérait que ce n'était qu'un mouvement TUTSI, qui utilise des HUTUS comme couverture".
  - (4) Cette déclaration fait craindre aux TUTSIS que "l'assaut final" ne dégénère en affrontements ethniques (HUTUS contre TUTSIS). Ils s'attendraient donc avec "résignation et fatalisme" à subir la suite des événements. Ils seraient prêts à "subir des pertes importantes que la victoire finale justifiera".

---

Traitement de cette Info : aucune restriction supplémentaire (voir classification)

CONFIDENTIEL  
RESERVE EXCLUSIVEMENT AUX AUTORITES BELGES

Le 10 juin 1991  
N° VI/  
Page 2 de 4

- b. D'autre part, l'état-major des FAR (forces armées rwandaises), dans ses briefings quotidiens sur l'évolution de la situation sur le plan militaire, fait état de la menace d'une attaque massive, qui devrait être déclenchée par le RPF, appuyé par la NRA (forces armées ougandaises), à partir du territoire ougandais.

Des accrochages limités (rencontres de patrouilles, tirs de mortiers, ...) sont régulièrement signalés dans les secteurs frontaliers du NORD du RWANDA (région des volcans à l'OUEST, région de BYUMBA au CENTRE et région du parc de l'AKAGERA à l'EST).

- c. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu signé le 29 Mar 91, le gouvernement rwandais et le RPF s'accusent mutuellement de violations répétées de celui-ci. Ils diffusent tous les deux des communiqués faisant état de pertes importantes chez l'adversaire et de pertes limitées dans leurs propres rangs.

Le GOM (groupe d'observateurs militaires neutres)), fourni par le ZAIRE, le BURUNDI, le RWANDA et l'OUGANDA, sous le commandement d'un tanzanien, est en place et s'organise, mais ne se montrerait pas efficace.

2. COMMENTAIRES

- a. Il est difficile de faire la part des choses entre l'intoxication, la réalité et la rumeur publique.
- b. La presse belge se fait l'écho de la nouvelle menace d'attaque annoncée par les autorités rwandaises.
- c. Au vu des autres informations dont nous disposons, ces propos au sujet d'une "attaque massive et imminente" semblent exagérés.

CONFIDENTIEL  
RESERVE EXCLUSIVEMENT AUX AUTORITES BELGES

Le 10 juin 1991  
N° VI/  
Page 3 de 4

- d. Ce n'est pas la première fois que l'état-major des FAR brandit cette menace. Il en est coutumier et il le répète avec insistance depuis le début du mois de Mai 91.
- e. Quant au "plan de départ du RPF", s'il apparaît comme tout à fait logique dans son expression, il faut remarquer que la deuxième phase (consolidation de zones occupées) n'a, en fait, jamais été réalisée à ce jour. Il serait donc illogique de sa part de vouloir passer à la phase suivante avant d'avoir réalisé la deuxième phase (qui est, en théorie de guerre non-conventionnelle, un préalable à la dernière phase).
- f. Quant à l'UGANDA, s'il aide les rebelles du RPF, qui trouvent à la fois des refuges et de l'approvisionnement dans les zones frontalières de son territoire, on l'imagine mal participer directement et ouvertement à une opération commune avec le RPF en territoire rwandais.

Il s'exposerait ainsi à des réactions vives de la communauté internationale, y compris de la part de l'OUA (dont le président MUSEVENI vient de céder la présidence au Gen BABANGIDA, président du NIGERIA).

- g. De plus, le gouvernement ougandais se trouve confronté à des problèmes internes dans la partie NORD de son territoire national et à des tensions avec son voisin de l'EST, le KENYA.

Enfin, les FAR se sont fortement renforcées. Leur effectif est passé de 8.000 hommes, avant le début du conflit, à 31.000 hommes aujourd'hui. Elles occupent des positions solides dans les secteurs les plus menacés, c'est à dire le long de la frontière avec l'UGANDA.

- h. L'attaché militaire rwandais à BRUXELLES signalait, la semaine dernière, que la situation était calme et qu'il ne considérait pas qu'il y avait un danger particulier.

L'ambassadeur du RWANDA à BRUXELLES a déclaré, de son côté, que son gouvernement n'envisageait pas, actuellement, de demander un appui militaire aux pays amis.

CONFIDENTIEL  
RESERVE EXCLUSIVEMENT AUX AUTORITES BELGES

Le 10 juin 1991  
N° VI/  
Page 4 de 4

- i. En conclusion, nous ne pensons pas que la menace d'une attaque massive doive être prise au sérieux actuellement.

Il apparaît par contre certain que des accrochages limités vont se poursuivre, du type de harcèlements, à partir du territoire ougandais, par des éléments des RPA (armée du RPF).

Tout au plus pourraient-ils, si le renforcement des RPA est réel, se développer occasionnellement et localement (raids de bataillons et de compagnies, au lieu de raids de compagnies, de pelotons et de sections).

Il faut rappeler également que, depuis le début du conflit, aucun "expatrié" n'a jamais été visé par aucune des deux parties.

Enfin, l'évolution pratique de la mise en place du multipartisme, réinstauré par la nouvelle constitution adoptée le 31 Mai 91, mérite d'être suivie avec la plus grande attention.